



## Comment obtenir une énergie propre pour tous les Belges ?

*L'accord de Pâques est conclu et la stratégie énergétique est approuvée. Pour que cette stratégie se transforme en un plan opérationnel, elle doit encore être traduite en chiffres. En outre, la Belgique doit introduire, en application du paquet 'Une énergie propre pour tous les Européens', un projet de plan national Énergie et Climat auprès de la Commission européenne pour la fin 2018. Le Bureau fédéral du Plan apporte sa contribution à ce projet par le biais de sa dernière publication. Celle-ci fait suite à la publication, en octobre 2017, des Perspectives énergétiques qui s'appuient sur un seul scénario, soit un scénario dépourvu d'objectifs ou de nouvelles politiques au-delà de 2020, appelé scénario de référence.*

Le présent rapport étudie trois scénarios alternatifs et les compare avec le scénario de référence de la publication d'octobre. Les scénarios alternatifs intègrent des objectifs à l'horizon 2030 dans les domaines du climat et de l'énergie et ouvrent la voie pour que la Belgique se transforme en une économie bas carbone d'ici 2050. Ces scénarios alternatifs divergent dans leur ambition de réduction des émissions de gaz à effet de serre non-ETS en Belgique. En résumé, cela signifie que les émissions de gaz à effet de serre générées par le transport, l'agriculture, les bâtiments et une partie de l'industrie doivent diminuer si l'on veut se conformer à la proposition de règlement sur la répartition de l'effort (*Effort Sharing Regulation*). La baisse dans les trois scénarios alternatifs atteint respectivement 27%, 32% et 35% en 2030, en comparaison avec leur niveau en 2005. L'objectif de réduction proposé pour la Belgique est de 35%. Dans les deux autres scénarios, l'écart avec cet objectif peut être comblé par la flexibilité (notamment dans le temps et entre les États membres).

Nous présentons ci-dessous nos observations pour deux années, 2030 et 2040, les résultats relatifs à 2040 étant mentionnés entre parenthèses.

### Quelques enseignements :

- Grâce à des politiques ciblées, la Belgique parvient à réduire ses émissions totales de gaz à effet de serre (ETS et non-ETS) d'un tiers (de moitié) à l'horizon 2030 (2040), et ce par rapport à 1990, dans un contexte de poursuite du développement économique, de préservation de l'industrie et de croissance démographique. Si aucun objectif ou nouvelle politique ne sont définis, la réduction se limite à un quart environ.
- Dans les scénarios alternatifs, les énergies renouvelables profitent de leur élan de croissance actuel et poursuivent leur progression. Ainsi, en 2030 (2040), près d'un cinquième (un tiers) de toute l'énergie consommée par le consommateur final est renouvelable. L'électricité occupe aussi une place importante dans le paysage énergétique. Poursuivre l'électrification de la société, surtout des bâtiments et du transport, est inévitable si la Belgique entend écrire une histoire climatique ambitieuse. Cette électricité est elle-même générée, pour plus de 50% (environ 60%), par... des énergies renouvelables.
- L'efficacité énergétique, également appelée 'combustible caché' par l'Agence internationale de l'énergie, est un pilier essentiel de la politique climatique que doit mener une Belgique énergivore. En 2030 (2040), la consommation d'énergie primaire aura baissé de 30% (32 à 34%) par rapport à 2005. La marge de manœuvre dans l'industrie est relativement limitée puisque l'efficacité énergétique est d'ores et déjà une priorité des industries grandes consommatrices d'énergie. Les coûts énergétiques (dont l'achat de droits d'émission) poussent à investir dans des technologies à haut rendement énergétique et à faibles émissions de carbone. Les efforts les plus importants, tant d'un point de vue financier que comportemental, devront être déployés par les ménages (chauffage et transport) et les services. L'électricité réussit une percée dans le transport de passagers. Une meilleure isolation, les exigences plus élevées en matière de construction et les chaudières plus performantes réduisent les besoins de chauffage.
- Le gaz naturel demeure un acteur important de notre mix énergétique : il peut en effet être utilisé dans de nombreuses applications. À titre d'exemples, le chauffage résidentiel, la chaleur industrielle, la production d'électricité, le transport, etc. Nous observons, en 2030 (2040), dans tous les scénarios alternatifs, que la consommation de gaz naturel est environ 7% (7%) plus élevée qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'est toutefois moins que ce que nous consommerions si nous n'imposions pas d'objectifs en matière de climat et d'énergie au système : dans les scénarios alternatifs, la consommation de gaz naturel est inférieure de 14% (20%) à celle dans le scénario de référence.
- Dans les scénarios alternatifs, nos besoins en énergie fossile (polluante) pour les bâtiments et le transport diminuent fortement. Dans un même temps, notre production intérieure d'énergie renouvelable augmente. Toutefois, notre dépendance aux importations ne baisse pas vraiment étant donné que la demande d'énergie, qui a certes sensiblement diminué, doit encore être satisfaite pour une part importante par des importations. La Belgique se caractérise en effet par un faible poten-

tiel d'exploitation de sources d'énergie (renouvelables). Les importations d'énergie concernent le pétrole, le gaz naturel, l'électricité, la biomasse, et, pour une toute petite part, le charbon destiné à la sidérurgie. Les importations de combustibles fossiles chutent néanmoins de 2 à 3 milliards d'euros (6 à 7 milliards) en comparaison avec le *scénario de référence*.

*Insights in a clean energy future for Belgium, Impact assessment of the 2030 Climate & Energy Framework - Working Paper 5-18*

Le Working Paper peut être consulté et téléchargé via le site [www.plan.be](http://www.plan.be). Pour plus d'information:

Danielle Devogelaer, 02/507.74.38, [dd@plan.be](mailto:dd@plan.be)  
Dominique Gusbin, 02/507.74.27, [dg@plan.be](mailto:dg@plan.be)